



RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE  
Administration de l'Aménagement du Territoire et du Logement  
Direction des Monuments et Sites

---

DEMANDE DE SUBVENTION POUR DES FRAIS  
DE CONSERVATION RELATIFS AU

**PETIT PATRIMOINE**

(Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 juin 2010  
MB du 6 juillet 2010, modifié par l'arrêté du 31 janvier 2013 - MB 15 mars 2013)

---

Formulaire à renvoyer au :  
Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale - AATL - Direction des Monuments et Sites  
rue du Progrès 80 bte 1, 1035 Bruxelles

CADRE I - Identité du bénéficiaire

**PERSONNE PHYSIQUE**

Madame      Monsieur

NOM, Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Localité : .....

Téléphone : ..... Fax : .....

Courriel : .....

**PERSONNE MORALE**

Nom et raison sociale : .....

Numéro d'entreprise de la Banque Carrefour des Entreprises (BCE) : .....

Madame      Monsieur

NOM, Prénom: .....

Fonction du représentant légal (*joindre les attestations nécessaires*) :  
.....

Adresse : .....

Code postal : ..... Localité : .....

Téléphone : ..... Fax : .....

Courriel : .....

**PERSONNE DE CONTACT :**

Madame      Monsieur

NOM, prénom : .....

Téléphone(s) : .....

Courriel : .....

**TITULAIRE D'UN DROIT SUR LE BIEN (PRÉCISER)**

- |            |                 |
|------------|-----------------|
| propriété  | superficie      |
| usufruit   | concession      |
| emphytéose | bail commercial |

copropriété (joindre accord de la copropriété)

autre propriétaire ou titulaire de droit réel sur le même bien (joindre l'accord de ce(s) dernier(s))

CADRE II - Localisation du bien pour lequel la subvention est demandée

Rue : ....., n° .....

Code postal : ..... Commune : .....

Cadastré : section ....., .....ème division, parcelle(s) n° .....

ce bien est repris dans un périmètre de revitalisation d'un quartier en vigueur

ce bien figure sur la liste de sauvegarde (arrêté du ..... ) ou fait l'objet d'un arrêté d'entame de la procédure d'inscription sur la liste de sauvegarde – Préciser la date de l'arrêté.

Nature du bien : maison unifamiliale

maison ou immeuble de rapport (nombre de logements : .... )

commerce

autre .....

CADRE III - Nature et montant estimé des travaux

Les travaux : étude restauration

Décrire les éléments du petit patrimoine (dénomination, matière, localisation) et l'état actuel de(s) (l')élément(s) à restaurer :

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

Description succincte des travaux à effectuer :

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

Montant estimé, hors TVA, des études et/ou travaux pour lesquels la subvention est demandée (joindre le devis)

.....

.....

.....

.....

#### CADRE IV - Calcul de la subvention

Le demandeur (voir cadre I) est un bénéficiaire privé (personne physique ou morale)

Le demandeur est une personne physique dont les revenus sont inférieurs à 40.000 euros brut, augmentés de 2.500 euros par personne à charge (joindre le dernier avertissement extrait de rôle et une composition de ménage du bénéficiaire délivrée par l'administration communale du lieu de résidence depuis moins de trois mois).

#### **LE DEMANDEUR (VOIR CADRE I) EST UN BÉNÉFICIAIRE PUBLIC :**

commune.

CPAS.

société immobilière de service public.

administration chargées de la gestion du temporel d'un culte reconnu ou établissement chargé de la gestion des intérêts matériels et financiers d'une communauté philosophique non-confessionnelle reconnue.

école de l'enseignement organisé ou subventionné par les pouvoirs publics.

personne morale de droit public subordonnée de la Région de Bruxelles-Capitale ou d'une de ses communes)

#### CADRE V - Délégation (facultatif)

#### **LE DEMANDEUR DÉFINI AU CADRE I DÉLÈGUE :**

la maîtrise d'ouvrage

les contacts avec l'administration

le bénéfice de la subvention (voir cadre VI)

à la personne physique ou morale décrite ci-dessous :

**PERSONNE PHYSIQUE**

Madame      Monsieur

NOM, Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Localité : .....

Téléphone : ..... Fax : .....

Courriel : .....

**PERSONNE MORALE**

Nom et raison sociale : .....

Numéro d'entreprise de la Banque Carrefour des Entreprises (BCE) : .....

Madame      Monsieur

NOM, prénom : .....

Fonction du représentant légal (*joindre les attestations nécessaires*) :  
.....

Adresse : .....

Code postal : ..... Localité : .....

Téléphone : ..... Fax : .....

Courriel : .....

**PERSONNE DE CONTACT :**

Madame      Monsieur

NOM, prénom : .....

Téléphone(s) : .....

Courriel : .....

**AGISSANT EN QUALITÉ DE :**

locataire

représentant des copropriétaires (syndic)

autre (*préciser*) : .....

## CADRE VI - Liquidation de la subvention

La subvention devra être liquidée au n° de compte bancaire suivant :

numéro : IBAN : .....

BIC : .....

nom et adresse du titulaire :

.....

.....

.....

Assujettissement à la TVA :     oui   N° .....

non

## CADRE VII - Documents à joindre au présent formulaire

- une description succincte de l'objet de la demande ;
- une copie du permis délivré ou de l'accusé de réception de la demande de permis, si un permis est nécessaire;
- au moins une photo couleur récente de bonne qualité de la façade et du jardinet avant de l'immeuble concerné, datée et correspondant à la situation existante ;
- au moins une photo récente de bonne qualité de chacun des éléments du petit patrimoine concernés, datée et correspondant à la situation existante ;
- tout document graphique pouvant être utile à la bonne compréhension de la demande ;
- un devis de l'entreprise ou du bureau d'études chargé d'effectuer les études, actes ou travaux, mentionnant le détail des prestations et fournitures, et précisant un prix pour chaque poste, la nature des travaux, les matériaux mis en œuvre, les techniques et finitions prévues ;
- le cas échéant, une note explicative en cas de modification de l'aspect final de l'élément du petit patrimoine par rapport à son état antérieur à la restauration.

- En cas de demande d'une prime 'Logement' pour le même immeuble  
(Prime à l'embellissement des façades ou prime à la rénovation de l'habitat) :

- Copie de la demande ou n° de dossier, et date d'introduction : .....

- En cas de demande de taux majoré prévu à l'art. 10, alinéa 2 a) de l'arrêté (voir cadre IV) :

- le dernier avertissement extrait de rôle \*
- une composition de ménage du bénéficiaire délivrée par l'administration communale du lieu de résidence depuis moins de trois mois\*.

*\* Lorsque ces documents valides ont déjà été fournis dans un dossier de demande de primes 'Logement', une copie de ces derniers suffit, ou le n° du dossier 'Logement'.*

## CADRE IX - Déclarations complémentaires

*Je soussigné, ....., bénéficiaire (cadre I)  
déclare (ne pas) solliciter d'autre(s) aide(s) financière(s) publique(s) pour les mêmes travaux.*

*Non*

*Oui ⇨- Type d'aide : .....*

*- date d'introduction de la demande : .....*

*Je déclare avoir pris connaissance des prescriptions de l'arrêté et n'avoir relevé aucune contradiction entre ces dispositions et le présent projet.*

*Je certifie que les renseignements repris au présent formulaire sont sincères et exacts.*

*Date*

*Signature du bénéficiaire mentionné au cadre I*

### **EN CAS DE DÉLÉGATION (CADRE V) :**

*Je soussigné, .....  
déclare avoir pris connaissance des prescriptions de l'arrêté et n'avoir relevé aucune contradiction entre ces dispositions et le présent projet.*

*Je certifie que les renseignements repris au présent formulaire sont sincères et exacts.*

*Date*

*Signature de la personne déléguée par le bénéficiaire*